1,5 € -N°49 16 oct. 2014

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

Hollande et Valls « font le job » pour les profits...

Faisons-le pour nos propres intérêts !

Dans la santé,
construire la « Convergence contre l'Hostérité »

A bas la guerre contre les peuples !
Non à l'union nationale !

NPA

Lisez la presse anticapitaliste

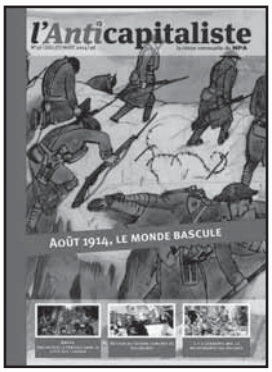
Abonnez-vous

à

L'Anticapitaliste

L'HEBDO

LE MENSUEL



Notre presse à changé de nom : ***Tout est à nous !*** à laissé place à ***L'Anticapitaliste***.

Mais les contraintes restent… C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros…

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom:_____ Prénom:_____

Apt, Esc, Bat : _____

N°:_____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo *L'Anticapitaliste*	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito p.3

Nos vies, pas leurs profits p.4-9

- Intermittents : combat à durée indéterminée
- Les Fords au salon de l'auto : on l'a fait !
- Soirée débat sur la convergence à Langoiran
- Dassault : OTT, une idée bonne à jeter
- Procès d'un exploiteur girondin
- Témoignage : rentrée scolaire bien précaire

Dans la santé p.6-7

- Pour la convergence et l'élargissement des luttes dans les hôpitaux !
- Charles Perrens, la mobilisation se construit
- Maison de retraite Notre Dame de Bonne espérance : contre la maltraitance et les sanctions, on continue

Elues NPA et politique locale p.10-11

- Lormont, des rythmes scolaires pérennes ?
- Sénatoriales, batailles politiciennes pour sinécures assurées
- Budget : austérité pour toutes les collectivités
- La grande famille des réacs.

A bas la guerre contre les peuples p.12-13

- Les nôtres, Jacques Giraldou
- Libération pour G.I. Abdallah

A lire, à voir p.15-16

- Debout-payé, de Gauz
- Initiation à la philosophie pour les non philosophes, d'Althusser
- Hippocrate, de Thomas Lilti

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

ANTICAPITALISTES !
CPPA : 1014 P 11511
Directeur de publication : François Minvielle
NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
Imprimerie : Copy Média
23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

Hollande et Valls « font le job» pour les profits, faisons-le pour nos propres intérêts

Tandis que Hollande joue au chef de guerre, Valls fait la tournée des patrons. Après l'université d'été du Medef, après sa visite aux patrons allemands, il est allé se prosterner devant les spéculateurs de la City de Londres. Il veut ainsi assurer les grands financiers européens, ses maîtres, de la volonté de son gouvernement de tout faire pour les satisfaire. Et il leur a livré quelques-uns de ses rêves : en finir avec les 35 heures, instaurer le travail du dimanche...

Le projet de budget 2015 que le gouvernement vient de présenter, avec sa réduction de 21 milliards des dépenses publiques, dont 3,7 de moins pour les dotations aux collectivités locales et 9,6 de moins pour la sécurité sociale, est à l'unisson de cette politique de soumission aux intérêts de la finance, un cran de plus dans la régression sociale organisée. Et il pourrait être pire, nous dit-on, si la commission européenne le retoque pour non respect du seuil de déficit négocié précédemment ! La présentation du budget est accompagnée par une nouvelle attaque contre ces chômeurs « *qui ne chercheraient pas de travail* »… Quant à Macron, le banquier-ministre de l'économie, il continue de se lâcher : la raison pour laquelle la France serait incapable de sortir de l'ornière, c'est que le patronat « *aurait une préférence continue pour une augmentation des salaires et des dividendes* » au lieu de prioriser « *l'emploi et l'investissement* »… Les salariés apprécient !

Ces gens-là se moquent du monde d'une manière éhontée ! Hollande nous avait dit que la crise était derrière nous, la voilà qui refait surface dans les statistiques de l'Insee et des autres organismes de conjoncture : la dette et les déficits publics prospèrent, le chômage s'aggrave, le trou de la sécu se creuse, les ressources fiscales baissent, la stagnation économique perdure en Europe et la récession menace maintenant l'industrie allemande...

Les faits sont là. Des milliards ont été volés par centaines de milliers aux populations, rabotant salaires, retraites, prestations sociales pour être versés au patronat sous des formes diverses, au nom de la lutte contre les déficits, pour la compétitivité… Ils n'ont créé ni investissements ni emplois, mais alimentent la spéculation et les dividendes distribués par les holdings qui dirigent l'économie européenne, parmi lesquelles les sociétés du CAC40.

Il y a une logique à cela. Les capitalistes n'investissent pas dans la production car les débouchés pour leurs produits sont bridés par la baisse générale des revenus de la population, soumise au chômage, aux hausses fiscales, aux attaques à répétition contre les salaires, directs comme indirects, et les retraites. Que Macron fasse semblant de leur faire la leçon n'est qu'une foutaise.

Le fait est que le serpent se mord la queue, Hollande, Valls, Macron et compagnie en sont parfaitement conscients. Ils n'en promettent pas moins de « garder le cap »... Mentant et bluffant avec l'aplomb qui les caractérise, ils « font le job » pour assurer les profits immédiats d'une poignée de requins de la finance, au mépris des conséquences sociales, économiques et politiques qui en résultent immanquablement.

Sortir de cette logique ne peut venir que de celles et ceux qui en sont les victimes, travailleurs, chômeurs, jeunes, retraités... Seules nos mobilisations pourront imposer les mesures d'urgence indispensables pour mettre un terme à la dégradation de nos conditions de vie : des salaires et des retraites permettant de vivre convenablement, une répartition du travail entre toutes et tous...

Seules nos mobilisations pourront en finir avec la machine à siphonner les richesses sociales que constitue la dette publique, en exigeant son annulation, en expropriant les banques et en organisant un système bancaire socialisé, placé sous le contrôle de ses salariés et de la population. Il n'y a pas d'autre solution raisonnable pour mettre fin à la spéculation et orienter les capitaux vers des investissements utiles à la satisfaction des besoins sociaux.

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

www.npa33.org

Nos vies, pas leurs profits

Intermittents du travail : Combat à Durée Indéterminée !

La nouvelle Convention Unedic signée par le Medef, la Cfdt, Fo et la Cftc le 22 mars, agréée par le gouvernement le 26 juin, ne passe toujours pas. Pour le jour de son entrée en vigueur, le 1er octobre, la CIPG (Coordination des intermittents et précaires de Gironde) a montré aussi toute sa vigueur militante en organisant dans les rues de Bordeaux un charivari monstre à coups de sifflets, casseroles, flûtes et autres instruments plus ou moins élaborés, pour redire que nous sommes toujours là, en colère et déterminés contre cette Convention aussi injuste qu'inacceptable.

Une nouvelle Convention Unedic, qui régit l'assurance chômage, est concoctée tous les trois ans en aggravant la précédente pour les chômeurs et travailleurs précaires comme cette nouvelle mouture qui entérine et aggrave la casse de celle de 2003 contre laquelle les Intermittents s'étaient largement mobilisés. A cette époque, le PS se disait « solidaire » de cette lutte !

Cette année encore, le Medef a remis sur le tapis son souhait de supprimer l'intermittence, régime d'indemnisation pour des professions où l'activité est particulièrement fragmentée et précaire. Sans l'intermittence, le travail qui est souvent le plus long (préparation, élaboration de spectacles, répétition…) ne pourrait pas se faire, car il n'est pas rémunéré directement par les cachets eux-mêmes. Pour le Medef, annoncer le pire pour mieux imposer une aggravation est une vieille ficelle, patronale bien entendu !

Pour les Intermittents du spectacle, il y aura donc un différé d'indemnisation pouvant atteindre un mois appliqué à partir d'un salaire de 900, euros ce qui va toucher 47% d'entre eux contre 9% avec l'ancien calcul. Une augmentation de 2% des cotisations menaçant les petites structures et leurs salarié-es. Et, toujours, le risque pour un Intermittent de basculer dans le régime général s'il ne réussit pas à travailler 507 heures en 304 jours.

Les droits rechargeables, eux, sont une arnaque ! La « capitalisation » de droits contre la logique de solidarité. Une incitation (obligation ?) à accepter n'importe quel emploi à n'importes quelles conditions surtout pour les chômeurs arrivant en fin de droits qui devront recharger leur « capital ». On y voit tout l'intérêt du patronat qui pourra encore davantage précariser l'emploi en sachant qu'il trouvera preneur. C'est la logique mise en place depuis dix ans en Allemagne avec les lois Hartz : allocation chômage limitée à 12 mois et au-delà, une indemnité inférieure à 400 euros qui peut sauter en cas de refus de petits boulots comme ceux à 1 euro de l'heure !

Il y a aussi l'annexe 4 de la convention qui fait que 60% des travailleurs-chômeurs précaires en intérim verront une baisse de 50 à 300 euros par mois de leur indemnité.

L'opacité et la complexité de cette nouvelle Convention alors que 86% des embauches se font en CDD, obligent le travailleur précaire, le chômeur, à être un véritable expert de sa situation pour s'y retrouver, éviter d'y perdre voire d'être radié.

Actuellement, 6 chômeurs sur 10 se retrouvent avec l'ASS, le RSA ou sans rien du tout. Nous luttons pour que 10 chômeurs sur 10 soient indemnisés.

La coordination nationale qui s'est réunie fin août à Dijon (une vingtaine de villes présentes) inscrit la lutte dans la durée, pour l'élargissement et la convergence des luttes. Nous le disons et nous le pratiquons aussi à Bordeaux : avec les cheminots, avec les infirmiers, avec les Fords, avec les retraités etc. comme nous allons continuer à le faire car il est indispensable d'arriver à coordonner toutes les luttes tous ensemble si nous voulons pouvoir être en mesure de peser sur la situation et de marquer des points contre le gouvernement et le patronat.

Le signe du mouvement est une croix blanche (tout à fait laïque !) qui représente entre autres les Indignés d'hier et les révoltés de demain… Le multiplicateur qui dit qu'ensemble on est toujours plus fort… L'avertisseur que nous sommes un produit inflammable et qu'un jour on leur pétera à la gueule… entre autres !

Ce mouvement qui dure depuis des mois maintenant, c'est aussi des liens humains et militants, des rencontres et des échanges qui font un bien énorme et seront utiles pour la suite. Une première victoire déjà !

Pour toutes les informations, pour suivre l'Agenda des actions si nombreuses déjà faites et de celles à venir aller sur le site : http://cipgironde.wix.com/cip-aquitaine ou facebook ou twitter !

Jacques Raimbault

Nos vies, pas leurs profits

Manifestation des « Fords » au salon de l'auto à Paris : on l'a fait !

La bataille pour sauver l'usine et les emplois est une longue histoire. C'était la 4ième fois que nous manifestions au salon de l'auto qui se déroule dans une ambiance de luxe et de paillettes. La recette était la même que les fois précédentes : envahir le stand Ford qui expose ses produits (fabriqués par des salariés !), l'occuper un moment et refaire la déco (autocollants sur les voitures). Tout ça dans le bruit et la bonne humeur.

L'objectif était de faire entendre notre colère contre les manœuvres de Ford, contre les logiques de compétitivité, de course aux profits au détriment de nos emplois et de nos conditions de travail. Ras le bol de subir la précarité (chômage partiel depuis 3 ans), les chantages et pressions patronales qui visent à faire accepter toujours plus de sacrifices.

Certes, nous ne sommes pas à la rue ni menacés à court terme de licenciements. Mais le danger est là (Ford vient d'abandonner son engagement de maintenir les 1000 emplois du site) et nous ne voulons pas nous trouver au pied du mur, alors nous agissons maintenant.

Nous étions peu de collègues car la lassitude est là, l'écœurement et la résignation aussi. Ce mélange ne conduit malheureusement pas à la combativité. C'est à une minorité mais très déterminée que nous sommes montés en bus. Aidés et soutenus par de nombreux militants syndicalistes, associatifs et politiques, ou financièrement ou en venant avec nous à la manif. De la Carsat, CDC, Cheminots, Éducation Nationale, la Monnaie, santé, transports, précaires, intermittents, étudiants, retraités, commerce … en tout nous étions une centaine. Là encore un échantillon du « tous ensemble » pour la défense des emplois de tous.

Il n'est pas possible dans cet article de rentrer dans le détail de cette aventure (voir site Cgt-Ford). A noter l'attitude inadmissible de la police qui a tout fait pour entraver notre droit de manifester. Ce fut long, très compliqué mais nous avons atteint l'objectif, nous avons pu faire passer notre message même médiatiquement. Une étape réussie qui devrait nous aider à reconstruire la remobilisation pour pousser à la fois les pouvoirs publics et Ford à assurer le maintien de tous les emplois.

Philippe Poutou

Soirée débat-concert à Langoiran : un échantillon de convergence !

Le 20 septembre, dans le cadre de la préparation de la manifestation des « Fords » à Paris, une soirée de soutien a eu lieu pour aider à son financement. A l'initiative de la Cgt Cheminots du dépôt d'Hourcade, avec le Collectif intermittent et précaire de Gironde (CIPG), la Cgt-Ford et Attac 33, il s'agissait d'organiser un moment de rencontre fraternel entre militants de secteurs différents mais tous en lutte dans cette période. Nous étions près de 200.

Un débat a porté sur la nécessité de se défendre face aux attaques patronales et gouvernementales, le besoin de créer des liens de solidarité, de faire converger les résistances. Les cheminots, les intermittents, les précaires, les Ford et aussi des salariés de la santé en lutte ont présenté leurs batailles dénonçant les reculs sociaux, la marchandisation des services publics, la compétitivité, le productivisme.

Le besoin de ne pas rester isolés s'est exprimé clairement. Constat a été fait qu'aujourd'hui, du côté de la gauche institutionnelle ou encore du côté des structures syndicales incroyablement passives, personne ne veut préparer la riposte ou organiser les luttes sociales. D'ailleurs, la journée a été marquée par l'absence notable des responsables syndicaux départementaux. Pour favoriser l'entraide, la solidarité et la collaboration entre militants, nous ne devrons compter que sur nous-mêmes.

Il y a bien urgence à relever la tête, à retrouver le moral et la force pour se défendre. Nous savons bien que la mission est difficile, mais l'espoir est bien là. En tout cas, on n'a pas le choix, il faut trouver les chemins qui nous permettront de reconstruire le mouvement social, il faut bien s'en sortir.

Nous avons tous l'intention de renouveler cette expérience, de trouver d'autres occasions pour se retrouver avec l'objectif de construire un réseau militant.

L'après débat était tout aussi fraternel et même un peu plus détendu : apéro, repas et concerts avec des groupes de musique sympathisants et bénévoles.

P. P.

Dans la santé

Pour la convergence et l'élargissement des luttes dans les hôpitaux !

Le 23 septembre dernier avait lieu à Paris le deuxième rassemblement national du mouvement de « convergence des hôpitaux en lutte » (mouvement initié il y a quelques mois par les équipes militantes SUD et CGT de l'hôpital de Caen pour pallier à l'éparpillement des résistances aux politiques d'austérité).

Décidée avant les congés d'été, cette initiative devant le ministère était un petit défi. En effet, si tous les hôpitaux et autres établissements de santé sont touchés par des plans d'austérité (qu'il s'agisse de « *plans de retour à l'équilibre* » ou « *d'amélioration du résultat* ») avec, suivant les cas, restructurations, suppressions d'emplois, remise en cause des RTT ou des déroulements de carrière (et dans certains cas le tout cumulé), les réactions sont difficiles à organiser. Et il est primordial que les luttes d'hôpitaux comme Caen ou Paul Guiraud à Villejuif, ne restent pas isolées et aient suffisamment d'échos pour montrer que c'est possible. Car si la révolte est profonde, du fait des attaques contre les droits et les conditions de travail et de la dégradation du service public de santé, bloquer cette logique apparaît difficile à beaucoup.

Un encouragement et le début de quelque chose de neuf

C'est pourquoi, à ce stade du mouvement, s'être retrouvés entre 1500 et 2000 à Paris le 23 septembre était un succès et un encouragement pour les équipes militantes présentes.

Que ce soit lors du rassemblement sous les fenêtres de Marisol Touraine ou dans les différents cortèges qui se sont improvisés dans les rues de Paris ou le métro pour rejoindre l'hôpital Cochin où se tenait en suivant une AG, l'humeur était joyeuse et combattive. L'AG qui a suivi dans un amphi bondé a à la fois pris la mesure de ce que ce mouvement peut porter mais aussi de l'importance de l'ancrer dans les établissements.

De Bordeaux, nous étions montés à une douzaine de militants SUD et CGT du CHU, de Charles Perrens et de la santé privée. Cela a été une journée riche, permettant de faire connaissance, de confronter les situations dans nos différents établissements… et aussi dans nos syndicats, en toute camaraderie. Et cette journée a donné envie de poursuivre, de se revoir pour discuter de comment entraîner les autres militants et nos collègues de travail.

Le 16 octobre, ensemble contre l'Hôstérité

L'AG du 23 septembre ayant voté très majoritairement la participation, en tant que mouvement de « Convergence des hôpitaux en lutte », à la journée de grève du 16 octobre initiée par la CGT, nous avons donc convenu de nous revoir pour préparer cette journée et décider ensemble de notre apparition. Deux camarades (un SUD, une CGT) ont été mandatés pour aller au comité de liaison national qui a eu lieu le 8 octobre.

En parallèle, nous avons tenu deux réunions sur Bordeaux qui ont permis d'élargir notre groupe à de nouveaux camarades de l'Union Santé Départementale CGT et à la CNI (syndicat infirmier implanté au CHU) : nous nous y sommes mis d'accord sur un appel commun à un pré-rassemblement le 16 octobre à proximité de Pellegrin et Charles Perrens pour partir en cortège rejoindre le rassemblement interpro et intersyndical à la Préfecture.

Un tract d'appel commun a été élaboré pour être diffusé sur l'ensemble des établissements sur lesquels les uns et les autres sont implantés. Et une nouvelle réunion est d'ores et déjà prévue pour tirer les bilans et préparer la prochaine manifestation nationale qui a été décidée par le groupe de liaison pour le 18 novembre.

Tout cela est encore fragile, cela repose pour le moment sur la volonté d'une équipe militante, petite mais dynamique et plurielle, convaincue qu'elle œuvre dans le bon sens, celui de l'unité pour la lutte, de la convergence contre l'austérité. Avec la volonté d'étendre le mouvement, de construire ensemble, à la base et de façon démocratique.

Isabelle Ufferte et Isabelle Larroquet

Hôpital Charles Perrens

La mobilisation se construit

Trente-cinq collègues ont participé à notre 3ème AG depuis le 2 septembre. C'est moins que les deux dernières (60 participants). Mais depuis notre rassemblement le 12 septembre, la pression de la Direction s'est accentuée sur de nombreux collègues : menaces de blâmes, avertissements, convocations et intimidations. Un collègue a planté une tente et s'est mis en grève de la faim pendant deux jours pour protester contre des sanctions injustes. La Direction est loin d'être sereine et essaye de déstabiliser notre mouvement par tous les moyens. Deux heures étaient en effet prévues pour cette AG sous forme d'heures d'information syndicale qui sont de droit, mais la Direction a refusé une heure pour des motifs fallacieux.

Nous avons donc eu peu de temps pour discuter, faire le bilan du rassemblement à Charles Perrens le 12 septembre puis à Paris au ministère le 23 et dans le même temps préparer la suite du mouvement, sans doute nous manquons-nous encore d'efficacité et d'organisation.

Ce manque de temps ne nous a pas permis par exemple de mener un débat jusqu'au bout : celui de la place des initiatives de chacun dans un mouvement collectif, la nécessité d'encourager, de stimuler et d'organiser ces initiatives pour construire un mouvement démocratique, radical et dynamique. Cette question bien sûr est celle de la démocratie, de la prise en main du mouvement par les salariés eux mêmes... Ce sont des questions difficiles à mener dans le cadre syndical mais pourtant nécessaires pour construire un rapport de force le plus large possible, stopper la dégradation des soins qu'Etat, ARS et Direction veulent nous imposer.

Nous avons décidé de participer à la journée du 16 octobre appelée par la CGT contre la loi de financement de la Sécu, bien en-deçà des moyens nécessaires pour juste maintenir l'offre de soin actuel. L'idée de la nécessité de la convergence des luttes fait son chemin et nous avons décidé d'appeler à un rassemblement à 10h30 devant le rond point de Charles Perrens pour ensuite partir en cortège vers la préfecture. Nous manifesterons aussi derrière la banderole « *Convergence des hôpitaux en lutte* ». Nous avons appelé l'ensemble des salariés en lutte ou victimes de plan d'austérité, ainsi que les intermittents à venir nous rejoindre.

Correspondant

Maison de retraite Notre Dame de Bonne Espérance

Contre la maltraitance et les sanctions, on continue

Cela fait des années que les militantes syndicales CGT, le plus souvent en intersyndicale avec FO, luttent contre la maltraitance institutionnelle dans cette maison de retraite mais aussi dans celles de l'association Adgessa auxquelles elles appartiennent (article dans Anticapitalistes N°46).

Le 4 avril dernier, nous nous étions déjà rassemblés devant NDBE pour dénoncer les mauvaises conditions de prise en charge des personnes âgées, mais aussi la discrimination syndicale que subissent les élues, en première ligne dans ce combat.

Depuis, les sanctions disciplinaires contre les représentantes du personnel n'ont pas cessé. Quatre d'entre elles ont été convoquées avec des sanctions allant de l'avertissement à la mise à pied de 3 jours pour la déléguée syndicale CGT. Tous les prétextes sont bons. Alors que ces salariées travaillent depuis des années sans que rien ne leur ait jamais été reproché, elles deviennent des salariés qui font mal leur travail. La ficèle est grosse.

Qu'à cela ne tienne : elles ont décidé de ne pas se laisser faire. Le 25 septembre, nous étions une vingtaine de salariées, mais aussi des militants CGT et des familles de patients, venus devant cette maison de retraite, revendiquer le retrait des sanctions et l'arrêt de cette maltraitance institutionnelle.

Une délégation de salariées et élues du personnel, de familles de résidents et de représentants de la CGT départementale a été reçue par le président et le directeur de l'association.

Tous se sont exprimés : les familles ont bien précisé qu'elles étaient là en soutien des salariés et ont raconté des dysfonctionnements subis par leurs parents et liés au manque de personnel. Alors que dans un premier temps, le directeur ne souhaitait pas revenir sur les sanctions, devant la détermination de tous, le président a annoncé le retrait de toutes les sanctions et vouloir renouer le dialogue avec les élues du personnel.

Tant mieux ! A ce jour, toutes n'ont pas encore reçu un courrier annonçant cette levée des sanctions. Elles restent vigilantes mais prêtes à se remobiliser si cela était nécessaire !

Correspondantes NPA

Nos vies, pas leurs profits

Dassault : OTT, une idée bonne à jeter

Chez Dassault est actuellement mise en place une nouvelle méthode de production baptisée lean manufacturing et déjà bien connue dans l'industrie automobile notamment.

Simplification des tâches, réduction des temps, ce qui devait être un confort supplémentaire apporté par une meilleure organisation du travail n'est comme partout, qu'une augmentation des cadences et un stress accru.

La productivité même est en baisse, avec un nombre de retouches qui augmente et empêche au final la livraison des appareils en temps et en heure.

Dernière trouvaille de la direction qui prétend améliorer la productivité : mettre fin aux horaires variables et à la possibilité de poser des demi-journées sur du temps cumulé. Après avoir désorganisé la production, c'est maintenant à nous qu'elle s'attaque directement !

A ce jour les syndicats rejettent unanimement (CGT, CFDT, CGC, FO) cette nouvelle Organisation du Temps de Travail (OTT). Une pétition contre ce projet est très largement signée, un débrayage à l'appel des syndicats CGT et CFDT a connu une forte affluence et l'OTT est critiquée jusque dans la maîtrise qui voit bien les problèmes de vie quotidienne que cela poserait à chacun d'entre nous sans voir en quoi cela pourrait améliorer la productivité.

Chez Dassault, les salaires sont bloqués, la participation aux bénéfices est en baisse et bien sûr les profits sont au plus haut. Les actionnaires n'en ont jamais assez… Nous, on commence à en avoir assez.

Stéphane

Procès d'un exploiteur girondin

Un procès du business du travail low cost vient de se tenir à Bordeaux pour des faits remontant à 2010. Pascal Lebrun, informaticien, ancien cadre d'IBM, avait monté sa « petite entreprise » de prêt de main d'œuvre de salariés étrangers détachés. Dans la pure veine des marchands de sommeil, il y a des types qui profitent de l'exploitation des travailleurs les plus exclus.

Ce monsieur a ainsi employé frauduleusement douze salariés roumains avec un salaire mensuel de 900 euros pour des semaines de travail pouvant atteindre 60 heures. Et, sur ce misérable salaire, étaient prélevés la nourriture et le logement !

Pas de déclaration de détachement de travailleurs, pas de titre de séjour, pas de protection sociale pour ces travailleurs qui étaient envoyés sur des chantiers en Gironde ou en région parisienne.

Pour sa défense, Lebrun a affirmé qu'il n'était que le responsable commercial de la société dont la gérante était sa compagne ! Qu'il ignorait qui dirigeait la société roumaine qui lui fournissait les salariés. Et son avocat a même évoqué l'amateurisme de son client qui, le pauvre, était réduit à toucher le RSA en dépit d'un patrimoine important (entre autre, une maison sur le Bassin d'Arcachon de 900 000 euros tout de même !).

Tous ces arguments n'ont pas vraiment convaincu la justice qui a condamné Lebrun à 18 mois avec sursis et 100 000 euros d'amende.

Sur des centaines de milliers de travailleurs qui viennent dans le cadre légal du détachement, et encore plus en ce qui concerne les travailleurs sans papiers, combien d'histoires comme celle-ci et même pire, sans que les exploiteurs ne soient inquiétés ?

Des mesures urgentes s'imposent, comme une même législation du travail à l'échelle européenne, des papiers pour tous les sans-papiers et une embauche massive d'inspecteurs du travail pour faire respecter les droits des travailleurs quels qu'ils soient.

J.R.

Témoignage : Une rentrée scolaire bien précaire

Lundi 1er septembre, 10 heures, le téléphone sonne. L'inspection académique de Gironde me contacte pour me demander si je suis disponible pour un poste d'auxiliaire de vie scolaire (A.V.S.). C'est le boulot qui consiste à accompagner un élève handicapé en classe en moyenne 20 heures par semaine pour 600 €.

Étant au chômage depuis un an avec 520 € par mois, je suis au bord de l'extase : enfin un travail, un revenu, une situation, une reconnaissance sociale, whaouuuuuuu !!!

La responsable m'explique que je suivrai deux élèves dans deux écoles d'une commune de la banlieue de Bordeaux puis raccroche.

Bon, je reste un peu surpris par la brièveté de l'entretien mais je m'en moque, je vais bosser.

Mardi 2, c'est la rentrée...

Je me rends à la première école. Je me présente et explique mon affectation. La directrice n'est pas au courant, aucun mail ni message de l'inspection. Nous essayons de contacter le service AVS de l'inspection mais cela ne répond pas. Logique, en sous-effectif chronique, ce service ne peut fonctionner correctement.

Très occupée en ce jour primordial, la directrice me propose de me contacter dès qu'elle aura plus de nouvelles tout en me précisant que je ne peux rester à l'école pour raison de sécurité.

Pas terrible comme première rencontre, pas grave, je fonce rejoindre mon autre école et mon deuxième élève.

Aïe, aïe, aïe ! Même accueil, même histoire, même chanson, bon ok, j'ai compris, je rentre à la maison. Mercredi passe, toujours rien, aucune info.

Jeudi arrive. Fin de matinée, le téléphone sonne, ouf, peut-être enfin une bonne nouvelle !!!

Non, c'est le service AVS qui me contacte et qui m'engueule car je ne suis pas à l'école et les mamans des élèves handicapés sont très furieuses de mon absence. J'essaye d'expliquer la situation et la réaction des directrices. Les choses commencent à s'arranger. Un mail est envoyé aux écoles.

Vendredi, ma vraie rentrée commence, je suis très heureux de rencontrer les deux enfants et le reste des élèves, les professeurs et tous les autres collègues. Un mois est passé et je n'ai toujours pas signé mon contrat. Les cours se passent bien sauf que tout le monde est déjà très fatigué. La mise en application de la réforme des rythmes scolaires a rajouté encore plus de problèmes.

Vite, une autre école est nécessaire et possible !!!

Bixente

La fac de tous les dangers

Les travaux pendant les cours, à la fac de Sciences, c'est parfois un plafond qui s'effondre et sauve qui peut. Malgré les dégâts, tout va bien, pas de traumatismes crâniens, pas de fractures des jambes et des bras, les étudiants effrayés ont seulement fui, alors… Quelques algécos de moins pour accueillir les étudiants, c'est quelques économies ou plus de fric pour le maître d'œuvre. Des réactions collectives se préparent, seule façon d'empêcher que la situation se dégrade davantage.

Michelle

Elues NPA

Lormont

Des rythmes scolaires pérennes?

Au Conseil municipal de Lormont du 3 octobre, la commune s'est félicitée du succès, d'après elle, des temps périscolaires en place depuis l'an dernier. Le PC est intervenu contre la politique nationale du gouvernement en matière d'Education, pour se féliciter de la mise en place des rythmes scolaires à Lormont…

J'ai rappelé que les rythmes scolaires ont été contestés par toute une partie des parents et des enseignants au niveau national, et pas seulement par des maires de droite, mais beaucoup en région parisienne en particulier, car ils confient aux communes, qui ne le peuvent pas toujours, des missions de l'Education nationale.

A Lormont, comme dans d'autres communes, mais pas toutes, les activités périscolaires sont payantes, sauf entre midi et deux. Et ça revient cher aux familles ! Et elles n'ont pas créé d'emplois pérennes à temps complet, mais sont en grande partie confiées à des associations avec des contrats de quelques heures, donc précaires.

Et il y a aussi le problème de l'aide de l'Etat, de 90 € par enfant, qui ne sera plus versée l'an prochain. Du coup, le Maire, très réaliste et conscient du contexte « contraint », a fait un communiqué demandant au gouvernement la pérennisation de cette aide. La droite et le FN, ce dernier tout en n'approuvant pas la réforme des rythmes scolaires au niveau national, l'ont votée. Je me suis abstenue, car ce n'est pas de tels saupoudrages de moyens, tout à fait illusoires, dont l'Education a besoin.

Monica Casanova, élue NPA à Lormont

Sénatoriales

Batailles politiciennes pour sinécures assurées

Le vote pour les Sénatoriales s'est déroulé dimanche 27 septembre. Les 3256 « grands électeurs » de Gironde, élus municipaux, conseillers généraux ou régionaux, députés, ont défilé à la préfecture pour élire les six sénateurs du département.

Ces élections sont obligatoires sous peine d'amende et bien sûr, nous, élues du NPA, opposées à la politique de l'ensemble des candidats, nous avons voté blanc. Opposées à la droite et à l'extrême-droite, comme aux représentants PS de la politique d'austérité du gouvernement, nous ne pouvions non plus donner nos voix à un Parti communiste ayant voté une semaine auparavant la dernière loi « anti-terroriste », liberticide pour tout le mouvement social et qui scelle une union sacrée avec le gouvernement.

Le Sénat est une institution particulièrement antidémocratique, élu au scrutin indirect, tous les trois ans par moitié. Il permet à nombre de politiciens d'occuper un poste bien rémunéré, très éloigné du quotidien de l'immense majorité de la population. C'est ainsi qu'un internaute rapportait dans *Sud-Ouest* que Philippe Madrelle est le sénateur le moins assidu du pays : dix-sept semaines d'activité annuelle, aucun rapport ou proposition de loi, aucune intervention en commission…

Contrairement à la tendance nationale, le PS a sauvé ses trois sièges en Gironde et la droite n'en a pas gagné de nouveau. Par contre, avec 112 voix contre 14 lors des dernières sénatoriales, le FN progresse nettement alors qu'il ne compte dans ses rangs que 24 « grands électeurs ». Un calcul sans surprise d'une partie des électeurs de droite !

Il est évident que ce n'est pas au Sénat que les salariés et l'ensemble de la population peuvent faire entendre leur voix. Il faudra pour cela mettre fin à ce système pipé et prendre directement nos affaires en main.

Christine Héraud, élue NPA à Cenon

« Le ventre législatif »...
quand le graveur Honoré Daumier se moquait du parlement... au 19ème siècle.

Budget de l'Etat

Austérité pour toutes les collectivités

Pas un jour sans une nouvelle sur les conséquences de la baisse brutale des dotations d'Etat aux collectivités : 11 milliards d'ici 2017, dont 2 milliards pour les communes. Celles-ci, suivant le Pacte de responsabilité du gouvernement, et obligées d'adopter des budgets à l'équilibre, s'échinent à faire des économies sur le dos des agents territoriaux et de fait, sur les services rendus aux habitants.

La Région perd 21,4 millions sur un budget de 1,4 milliards d'euros. La vice-présidente aux finances, socialiste, Isabelle Boudineau affirme même : « *Nous sommes dans cet état d'esprit depuis 2011, avec le gel des dotations et une baisse cette année. Mais le mouvement d'économies budgétaires s'accentue dans des proportions encore plus importantes* ».

La CUB perd 7 millions d'euros de dotations en 2014, et sur les budgets 2015, 2016 et 2017, 60 millions de recettes, compromettant ou retardant des projets comme la piscine Euratlantique, reportée, ou la réparation des piscines d'Ambarès et Galin, le bouclage à 2 fois 3 voies de la rocade, l'extension du tram, le tram-train…. Le fameux projet de parc animalier SAVE à Pessac, censé être un fleuron du tourisme avec le centre « aqualüdic » de Lormont en suspens depuis 3 ans, vient d'être abandonné. De nombreuses communes, Ambarès, Bordeaux, Libourne, Lormont, sont maintenant victimes de l'effet ciseaux, avec des dépenses en hausse et des recettes en baisse.

A Libourne, Pessac et Bordeaux, les maires ont ouvertement annoncé qu'ils feraient des économies sur le personnel, en ne remplaçant pas les départs à la retraite d'agents, comme cela se fait déjà dans la commune socialiste de Lormont. Par exemple : « *Nous devons redevenir vertueux en termes de fonctionnement. On ne pourra pas continuer à avoir un effectif aussi important* » dit l'ex-DRH de l'hôpital Haut-Levêque, ex-Directeur de celui de Saint-André, devenu en mars maire de Pessac. Le maire socialiste de Libourne est encore plus clair, qui exige de tous ses services d'ici fin novembre un plan « *d'économies substantielles. Et je n'interdis rien. Le champ du possible est large* » !

Une politique brutale d'austérité bien connue, qui ne dit pas son nom mais est bien là, et qu'il nous faudra combattre pied à pied.

M.C.

La grande famille des réacs...

Ils étaient plusieurs milliers dans la rue le 5 octobre à Bordeaux à l'appel de la « Manif pour tous ». Les génuflexions de Manuel Valls deux jours auparavant dans *La Croix* ne pouvaient que les encourager. Que de mansuétude pour les tenants de la famille traditionnelle qui ont « *des convictions sincères… qui touchent à l'intime et aux croyances* », car « *dans ces moments de crise d'identité, la famille est un repère, un pôle de stabilité* ». Que de sympathie pour les « *responsables des cultes qui ont eu le sentiment de ne pas être bien traités* » ! Le ton est tout autre quand il s'agit de discuter de PMA pour les couples homosexuels : « *nous n'avancerons pas plus loin sur cette question tant que nous n'aurons pas l'avis du Comité consultatif national d'éthique* ».

Les réacs avaient donc de quoi se sentir en position de force. D'autant qu'ils ont bien compris qu'ils pouvaient peser sur la crise de l'UMP. A la « Manif pour tous » se nouent aussi les relations entre droite et extrême droite. Colombier, dirigeant local du FN, pouvait côtoyer Edouard du Parc, conseiller municipal de Juppé, ou Jean-Baptiste Fayet, « responsable Sud Ouest de la Manif pour tous »… et fils de Fayet Véronique, présidente du Secours Catholique, Modem, ex-élue de Chaban et ex-adjointe de Juppé. Un petit monde encouragé de fait par l'Eglise, puisque le cardinal Ricard avait déclaré en 2012 : « *Chacun, comme citoyen, jugera les moyens qui lui paraîtront les plus judicieux pour manifester publiquement son opinion. Si le mariage ne peut être pour tous, sa défense est l'affaire de chacun !* ».

Le Collectif bordelais pour les droits des femmes, dont le NPA est membre, a protesté contre ces visions rétrogrades et un appel « spontané » pour un contre-rassemblement a été lancé sur des réseaux réunissant environ 250 personnes.

F.M.

A bas la guerre contre les peuples !

Dans le cadre de la fête du NPA 33, une projection-débat est proposée sur le rôle de l'impérialisme français dans la mondialisation guerrière, tant au Moyen Orient, qu'en Afrique et aussi en Ukraine.

Extraits de la vidéo d'introduction, que l'on retrouvera sur notre site.

La mondialisation de la guerre, produit de la mondialisation capitaliste

4ème guerre en Irak, guerre civile en Syrie, conflit en Ukraine, bombardements de Gaza, déchirement de la Lybie, interventions militaires en Afrique, guerre permanente en Afghanistan, sans parler des tensions en mer de Chine et dans bien d'autres endroits du monde… Les conflits, les guerres se multiplient dans un enchainement que personne ne maitrise.

A la guerre contre les travailleurs menée par les multinationales dans tous les pays s'ajoute la guerre contre les peuples, débouchant sur la mondialisation de la guerre, un monde d'instabilité et de chaos.

Dans les années 1990-1991, de nouveaux rapports de force internationaux commencent à se mettre en place suite à l'effondrement de l'URSS, la Guerre du golfe contre l'Irak, tandis qu'au cœur de l'Europe éclate la guerre de Yougoslavie.

A la tête de l'impérialisme américain, George Bush père, annonce alors un « *nouvel ordre mondial* » dans lequel les États-Unis, devenus de fait l'unique superpuissance mondiale, doivent redéfinir leur rôle : « *Un dictateur ne peut plus compter sur la confrontation Est-Ouest pour bloquer l'action concertée des Nations-Unies contre une agression. […] Nous sommes aujourd'hui face à un moment unique et extraordinaire. […] De ces temps troublés, un nouvel ordre mondial peut émerger : […] Une ère dans laquelle les nations du monde, Est et Ouest, Nord et Sud peuvent prospérer et vivre en harmonie. […]. Aujourd'hui, un nouveau monde naît dans l'effort, […] Un monde où le règne du droit supplante la loi de la jungle. [...]Un monde où le fort respecte les droits du faible.* » (G. H Bush, discours télévisé prononcé devant le Congrès, le 11 septembre 1990)

Cette opinion est pleinement partagée par Gorbatchev qui déclarait dans son discours de démission de président de l'URSS, fin décembre 1991 : « *Nous vivons dans un nouveau monde : la «guerre froide» est finie, la menace d'une guerre mondiale est écartée, la course aux armements et la militarisation insensées […] sont stoppées. […] Nous sommes devenus un des piliers principaux de la réorganisation de la civilisation contemporaine sur des principes pacifiques et démocratiques…* ».

25 ans après, c'est une toute autre réalité qui s'impose.

Dans le cadre de la mondialisation, la crise s'est généralisée, exacerbant la concurrence entre capitalistes. Et cette guerre économique débouche sur la guerre tout court, dans une spirale guerrière qui s'auto-développe. La phrase de Jaurès, « *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* », est toujours d'actualité...

Effectivement, un nouveau monde a émergé. Mais dans ce nouveau monde, les USA sont confrontés à de nombreux conflits, à la crise économique qui provoque misère et révoltes dans de nombreux pays, confrontés aussi à la concurrence économique et politique de nouveaux arrivants, comme la Chine et la Russie, qui s'ajoute à celle de leurs vieux alliés européens et japonais.

Les USA sont dans l'impossibilité d'incarner le « super gendarme » du monde, le « super impérialisme », qui se voyait assurer à lui tout seul la stabilité du « *nouvel ordre mondial* »...

Et l'impérialisme français dans tout ça ?

Comme toutes les autres puissances aspirant à poursuivre leur politique de rapine, l'impérialisme français n'a pas d'autre alternative que « d'y aller », se battre comme un chien pour assurer les intérêts de ses multinationales.

Mais, pas plus que les autres puissances européennes, il n'a les moyens de le faire seul. Il n'a pas d'autre choix que de se fondre dans des coalitions de ces puissances dites « occidentales », chapeautées par les États-Unis. Telles l'OTAN, organisation politique et militaire permanente, créée en 1949 au début de la guerre froide, pour faire face à l'Union soviétique.

Ces coalitions peuvent être à géométrie variable, en fonction des circonstances… Mais le deal est patent : pour être l'allié de la super-puissance militaire que restent les USA, il faut assumer sa part du job du maintien de l'ordre mondial...

C'est dans ce cadre que, du choix de Mitterrand, en 1991, de participer à la coalition internationale de la Guerre du golfe, jusqu'à la prétention de Hollande d'apparaître aujourd'hui à l'avant garde du combat contre l'État islamique, l'État français a multiplié interventions militaires et actions dites « diplomatiques » pour tenter tant bien que mal de maintenir son influence et sa domination.

C'est dans cette logique que se situe l'engagement en Afghanistan en 2001, décidé par Chirac et Jospin, et officiellement terminé depuis 2012… bien qu'il reste toujours quelques 500 soldats sur place.

L'impérialisme français avait ensuite fait le choix de ne pas se joindre à la coalition de la deuxième guerre du Golfe, en 2003, pensant pouvoir jouer sa carte. Mais il est aujourd'hui rentré dans le rang, tentant même de jouer en première ligne...

En Afrique, un demi-siècle de présence militaire et d'interventions armées ont pris la suite d'un siècle et demi de colonialisme. Mais la mondialisation y a aussi ses conséquences.

Non à l'union nationale !

Et si l'armée française multiplie aujourd'hui les interventions, c'est bien sûr pour défendre les intérêts des Bouygues, Areva et autre Bolloré, mais aussi ceux de ses alliés et concurrents occidentaux, face aux multinationales des pays émergeants.

En Libye, en 2011, Sarkozy avait pris les devants, utilisant le prétexte de « l'ingérence humanitaire » si chère à BHL, pour appuyer militairement le renversement du dictateur Khadafi... afin surtout de juguler la révolte populaire… Avec les mêmes arguments, et le même BHL, Hollande prêchait il y a quelques mois pour une intervention en Syrie contre le dictateur Bachar El Assad, sans succès cette fois.

Il a remis ça contre l'offensive de l'État Islamique en Irak en accueillant à Paris le 14 septembre dernier la Conférence pour construire la coalition qui intervient en ce moment, en étant aussi parmi les premières puissances à bombarder le territoire contrôlé par EI.

Les initiatives en Afrique et en Irak du va-t-en guerre Hollande s'accompagnent d'une vague de propagande reprenant en boucle la thèse de la « *lutte contre le terrorisme* » lancée par Bush fils en 2001. Il s'agirait de « *défendre les populations désarmées face à la barbarie* », d'affronter le spectre du djihad…

Soutenu sur ce terrain par une bonne partie de la presse et une flopée de « spécialistes » qui se succèdent à la télévision, Hollande tente de profiter de la colère et du sentiment d'horreur légitimes que provoque la barbarie insupportable des « djihadistes » pour construire « l'union nationale », masquer les véritables raisons de ses interventions.

Mais si les exactions des djihadistes sont insupportables, les bombardements de l'aviation, les missiles, les drones, les infanteries blindées qui massacrent des populations entières au nom de cette prétendue lutte contre le terrorisme, comme l'armée israélienne cet été à Gaza, sont tout aussi barbares ! L'impérialisme français essaye d'apparaitre depuis des années comme l'ami des palestiniens, mais il soutient de fait la politique coloniale et l'apartheid israélien en Palestine. Et le masque est tombé cet été, Hollande appuyant ouvertement l'intervention israélienne, interdisant certaines des manifestations de soutien au peuple palestinien, méritant bien le slogan « *Israël assassin, Hollande complice* ».

En Ukraine, alors que la crise politique commencée en novembre 2013 a débouché sur une véritable guerre civile, le chef de guerre Hollande est engagé, aux côtés des autres pays européens et des USA dans le cadre de l'OTAN, dans un double jeu de sanctions économiques et d'escalade guerrière contre la Russie. C'est ce qu'ils appellent, avec le relais actif des médias, la « *défense de la démocratie et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine face aux visées expansionnistes de la Russie de Poutine* ».

Hollande au Mali

Les visées de Poutine sont incontestablement expansionnistes... Mais en quoi celles de ses adversaires sont-elle différentes ? Et quelle démocratie est-il question de défendre en Ukraine ?

Poser la question, c'est y répondre...

[...]

Socialisme ou barbarie

Alors que les interventions militaires passées débouchent sur de nouvelles interventions qui ne font que préparer l'étape suivante de l'escalade guerrière et de la barbarie, la première des choses, pour ceux qui veulent s'y opposer, c'est de dire « pas en notre nom », de dénoncer « l'union nationale », notre propre impérialisme, notre propre État fauteur de guerre. [...]

Dire non à la fuite en avant guerrière, c'est aussi poser la perspective d'un monde débarrassé de ce qui est à la source des conflits, la concurrence économique pour s'approprier les richesses et contrôler les territoires, la perspective de lutter pour un monde débarrassé du capitalisme.

Un vieux slogan du mouvement ouvrier, « *Socialisme ou Barbarie* », avait été utilisé par Rosa Luxembourg au cœur de la guerre de 14-18. Cent ans après, et alors que, pour les mêmes raisons d'exacerbation de la concurrence, l'impérialisme, aujourd'hui mondialisé, débouche sur une mondialisation de la guerre, ces quelques mots sont plus que jamais d'actualité.

F et D Minvielle

La solidarité est un droit, pas un délit !

Notre camarade Alain Pojolat, membre du NPA, qui était en contact, au nom de nombreuses organisations, avec la Préfecture pour les manifestations parisiennes de solidarité avec le peuple palestinien cet été, est convoqué par la justice le 22 octobre prochain sous prétexte d'avoir organisé des « manifestations illégales ».

Pour la levée immédiate de ces poursuites, signez et faites connaitre la pétition :

http://www.petitions24.net/solidarite_avec_les_palestiniens

Les nôtres

Salut à Jacques Giraldou, décédé le 27 septembre à 61 ans.

Militant de la LCR, il anime de nombreuses luttes politiques et syndicales. D'abord à Fumel, à PAM entreprise sidérurgique en juillet 1975 démarre une grève … Jacques est licencié, il adhère à la LCR avec Ignace Garay en 1975.

Loin des débats idéologiques, il fait porter les discussions sur le concret.

Militant contre la dictature franquiste, impliqué dans le sport au travers de l'équipe autogérée de Caoulet, qui avait su imposer dans le stade une minute de silence en hommage aux 5 militants antifranquistes exécutés en 1975.

Il intègre la SNECMA en 1982, à Melun. Au sein de la CGT il devient membre du CHSCT, délégué du personnel. Construisant des réseaux, il développe ses activités politiques et syndicales :

- Luttes pour la sécurité sociale, réduction de temps de travail, les salaires…

- Comité Nicaragua : il part un an au Nicaragua mener un projet de soutien aux sandinistes et revient encore plus combatif.

En 1988, la SNECMA connaît l'une de ses plus longue et dure grève sur les salaires. Un seul slogan « 1500 F. pour tous, c'est possible ». 3 mois de grève totale, un comité de grève, initié par les militants LCR et LO. Peu appréciés de de la direction de la CGT, les militants LCR et LO sont virés et partent à la CFDT.

Dans les années 90, il initie un comité contre la guerre du Golfe qui aboutit à un appel commun de mobilisation CGT, CFDT, PC et LCR sur la SNECMA Melun.

En 2002, Jacques est de retour à Bordeaux, tout a changé depuis son bref passage dans les années 80.

Muté à sa demande sur le site SNECMA du Haillan, c'est dur d'y militer…

Il s'implique dans la commission écologie du NPA…

Puis la maladie traîtresse, nouvelle lutte pour Jacques qui résiste, résiste, toujours avec bonne humeur et ses éclats de rire tonitruants, bon vivant, toujours prêt à faire la fête et à profiter de la vie avec gourmandise… au point qu'on l'a cru invincible…

Nous exprimons notre profonde amitié et solidarité à ses proches.

Jacques Jové (Melun)
Claude Dubois (Montpellier)
Monique Nicolas (Bordeaux)

Libération pour Georges Ibrahim Abdallah !

Le 30 septembre, le tribunal d'application des peines a statué sur la demande de libération de Georges Ibrahim Abdallah déposée par son avocat après 30 années dans les prisons françaises.

Ce militant libanais révolutionnaire a été condamné en 1984 pour complicité (jamais prouvée ni avouée) dans le meurtre de deux agents de la CIA et du Mossad. Il est libérable depuis… 15 ans ! La justice, après plusieurs demandes, a accepté sa libération en 2012 mais le ministre de l'intérieur de l'époque, Valls, a refusé l'ordre d'expulsion alors que le Liban acceptait son retour.

Avec le collectif pour la libération de Georges, les soutiens, nous serons à nouveau à Lanemezan pour une manifestation afin d'exiger la libération immédiate et sans condition de Georges, le plus vieux prisonnier politique d'Europe.

SAMEDI 25 OCTOBRE Gare de Lanemezan 14 h - Contact à Bordeaux (départ bus) : liberte.pour.georges@gmail.com

Le NPA 33 vous invite...

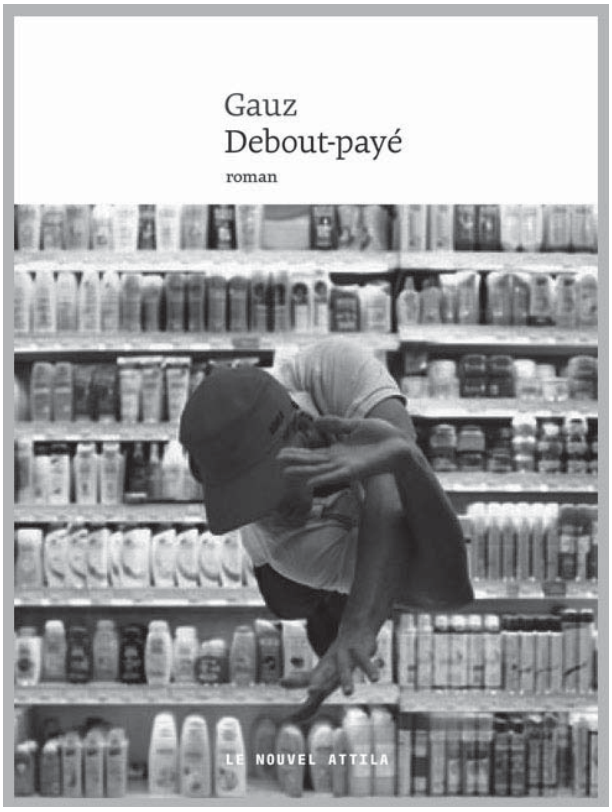
Cent ans après le déclenchement de la 1ère Guerre mondiale,
alors que les commémorations tricolorent à tout va...
une matinée de formation, ouverte à tous, autour de deux thèmes :

- comment l'impérialisme a engendré la guerre de 14-18
- l'union sacrée et la faillite du mouvement ouvrier

Matinée du samedi 22 novembre, au local du NPA 33, 99 rue Camille Sauvageau
plus d'infos sur notre site www.npa33.org

Debout-payé

un roman de Gauz - éditions Le Nouvel Attila, 17 euros



« *Debout-payé : désigne l'ensemble des métiers où il faut rester debout pour gagner sa pitance* », et plus particulièrement les vigiles. Le titre annonce l'humour de ce roman-témoignage d'un ancien étudiant sans-papier, devenu écrivain, après des dizaines de petits boulots, dont celui de gardien à l'entrée des magasins, dans des entrepôts, aéroports, etc.

Le livre alterne entre le récit sur plusieurs générations d'une famille d'origine ivoirienne où on est vigile de père en fils, et de courtes observations et réflexions sur le boulot. Au cours des journées interminables d'ennui, l'auteur a enregistré beaucoup de scènes rendues souvent avec humour. « *Dans les oreillettes des vigiles : - Devant les Givenchy, c'est Ousmane Tanor Dieng, un ancien premier ministre du Sénégal. […] – Il ne va rien voler. Il a déjà volé suffisamment pour s'acheter tout le magasin…* ». Ou bien « *Quelle idée de courir après quelqu'un qui a volé dans la boutique de Bernard, première fortune de France, une babiole ridicule produite par Liliane, septième fortune de France ? Un tel zèle, un tel manque de recul et de lucidité !* ».

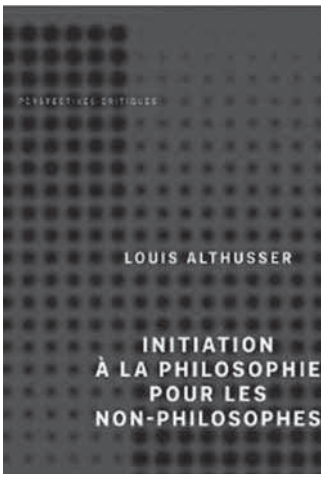
Réflexion aussi sur le rôle que la société leur attribue, « *Les noirs sont costauds, les noirs sont grands, les noirs sont forts, les noirs sont obéissants, les noirs font peur. Impossible de ne pas penser à ce ramassis de clichés du bon sauvage qui sommeillent de façon atavique à la fois dans chacun des blancs chargés du recrutement, et dans chacun des noirs venus exploiter ces clichés en sa faveur* ».

Souvent bien vu, le livre fait mouche sur de nombreux comportements du quotidien, produit d'une société où le racisme n'est jamais très loin des rapports d'exploitation. Dommage que l'auteur ne soit pas lui-même plus émancipé de quelques clichés sur les femmes qui traversent régulièrement l'ouvrage...

F.M.

Initiation à la philosophie pour les non-philosophes

Louis Althusser, PUF, 2014



Dans ce texte inédit tiré d'un manuscrit rédigé entre 1976 et 1978, le philosophe Louis Althusser dit s'adresser « *à tous ceux qui se considèrent, à tort ou à raison, comme des non-philosophes et qui veulent pourtant se faire une idée de la philosophie.* »

Pour lui, l'enjeu est de taille car la lutte des classes existe aussi dans ce champ de bataille qu'est la philosophie. S'il ne suffit plus, comme disait Marx, d'interpréter le monde mais de le transformer, la philosophie ne doit donc pas être réservée aux seuls professeurs mais devenir une aide pour la pratique militante, pour la transformation révolutionnaire de la société.

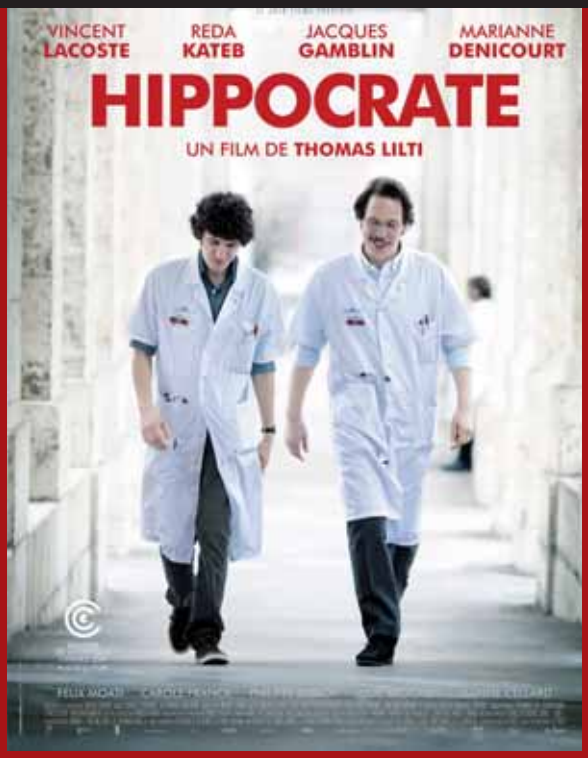
Mettant en évidence les deux tendances contradictoires qui s'affrontent dans ce domaine, l'idéalisme qui permet de justifier l'ordre établi et le matérialisme qui, partant du réel, le soumet sans cesse à la critique, Althusser déploie dans un style fulgurant et d'une grande clarté les concepts indispensables pour se balader dans cet univers théorique conflictuel. Qu'est-ce que l'abstraction ? Qu'est-ce que la pratique ? Qu'est-ce que la dialectique ? Autant de questions complexes auxquelles tente de répondre simplement l'auteur, après « un long détour » aussi rigoureux que possible, mais avec un souci pédagogique constant.

Pour qui veut bien se prendre au jeu, en s'efforçant d'oublier les controverses passées liées aux errements théoriques et politiques de celui qui fut dans les années 60 une figure intellectuelle de référence du PCF, chacun comprendra qu'il faut « *rendre vie à la philosophie, et, pour libérer les hommes de la domination de classe, faire de la philosophie une arme pour la révolution* ».

Patrick Chaudon

A VOIR

Hippocrate de Thomas LILTI



Après le succès d'une première projection-débat pour laquelle il a manqué des places, la COSS 33 a remis ça le 7 octobre en remplissant à nouveau la salle de l'Utopia.

Hippocrate fait partie de ces films de fiction qui ont valeur de reportage, dans la veine de ceux de Ken Loach. Thomas Lilti étant médecin de formation, cela aide bien entendu au réalisme du film.

Benjamin, 23 ans, arrive pour débuter son Internat dans le service de médecine générale que dirige son père dans un grand hôpital parisien. Abdel, plus âgé, médecin algérien, doit refaire ses preuves pour retrouver l'équivalence de son diplôme algérien non reconnu car… étranger hors union européenne. Le 3ème personnage central étant l'Hôpital, les collègues de boulot, soignants ou pas, les malades dans toute leur diversité, les familles. Le film met en avant tous les problèmes liés à la marchandisation de la santé : budgets en baisse, manque de moyens, de personnels, de lits… une détérioration constante, pas nouvelle mais qui s'aggrave pour tout ce qui touche la santé, le social, les services publics. De l'avis même d'« acteurs » de la santé, le film restitue très bien cette réalité des choses.

Du début à la fin, nous sommes accrochés par les personnages, les rapports humains entre soignants, entre soignants et malades. Avec des passages très forts face à l'acharnement thérapeutique ou face à la mort aussi. C'est un film très humain qui touche autant par le rire que par les émotions. Il y a aussi de la colère qui s'exprimera face au chef de service et au manager qui gère un hôpital comme une autre entreprise.

Le débat a permis d'approfondir toutes les questions que soulève ce film (parfaitement d'actualité) ! Notamment sur les médecins étrangers surexploités et sous-payés sans qui, surtout en province, les hôpitaux ne pourraient pas fonctionner ; sur les cliniques privées qui sont des investissements de fonds d'investissements dans des murs loués à des médecins dans une pure logique de rentabilité financière ; sur l'ARS, agence régionale de santé, créée en 2010, dont le rôle principal est de rationaliser les dépenses hospitalières et médicales…

La COSS 33, qui se bat pour une santé solidaire, a bien entendu rappelé qu'il va falloir continuer à se mobiliser et à lutter.

Ce n'était qu'un débat, continuons le combat !

J.R.

PACTE DE SOLIDARITÉ ANTICAPITALISTE : 400 000 EUROS POUR LE NPA !

Le budget 2015 ? Des milliards de cadeaux pour le patronat et 21 milliards d'économie sur le dos de la population. Sur tous les plans, social, politique, le monde du travail doit faire front à l'offensive du gouvernement PS-Medef qui nourrit l'arrogance et la menace de la droite et de l'extrême droite.

Dans ce contexte de régression sociale, de recul politique, le mouvement anticapitaliste et révolutionnaire a besoin de toutes les énergies, de toutes les solidarités. Pour aider à construire une contre-offensive du monde du travail. Pour défendre, contre un monde capitaliste qui s›enfonce dans les crises et les guerres, la perspective d'une autre société fondée sur la coopération et la solidarité, et non sur la concurrence et le profit !

La solidarité est aussi financière. D'ici la fin de l'année, nous avons besoin de 400 000 euros. C'est nécessaire, et possible. N'oubliez pas que sur 3 euros donnés, 2 sont défalqués de vos impôts. Une fois n'est pas coutume, profitez-en, exprimez généreusement votre solidarité !

Par chèque, à l'ordre de « NPA souscription » et à renvoyer à NPA souscription - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Par carte bancaire : http://souscription.npa2009.org